



## Bourse Uemoa

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

## Promotion du tourisme

**Lancement d'Eductour 2026 Destination Aného**

*Le vendredi 30 janvier 2026 a été lancé à la salle Patrice Ayivi de la mairie d'Aného, la 2ème édition d'Eductour 2026. L'évènement rassemble une vingtaine ...* • (Page 09)

## Tribune de Marcellin GANDONOU

**Pourquoi apprécie-t-on mieux les choses lorsqu'on les perd ?**  
*Voici une situation que la plupart d'entre nous ont déjà vécu. Je ne sais pas comment cela se fait, mais c'est toujours ...* • (Page 10)



**Dr. Jean TCHANGAI à propos du financement bancaire des PME au Togo** • (Page 03)

# Quand le banquier interprète le non-dit



## Produits pétroliers

• (Page 04)

# L'Etat togolais maintient le cap du subventionnement

## Aide humanitaire

**La CEDEAO lance un projet de 719 733 USD au Togo**

*Conformément à la Vision 2050 de la CEDEAO, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ...* • (Page 02)

## Industrialisation et exportations

**Togo Apparels Source entre en production sur la PIA**

*Le Togo a enregistré une nouvelle avancée dans sa stratégie d'industrialisation avec le démarrage officiel des activités de Togo Apparels ...* • (Pages 04)

## Finance verte

**1 million \$ au GCAM pour la transition climatique**

*Le Groupe de la Banque africaine de développement, à travers l'Initiative pour les banques vertes africaines et le Centre de coopération multilatérale pour le ...* • (Page 06)

## Décentralisation et finances locales

**Un programme franco-togolais pour renforcer la gouvernance territoriale**

*Le Togo a officiellement lancé, le 29 janvier 2026 à Sokodé, dans la Région Centrale, un programme d'appui à la régionalisation et au renforcement de la ...* • (Page 11)

CANALBOX

**FIBREZ SANS FRAIS**

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À **0 FCFA\***

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866

[www.canalbox.tg](http://www.canalbox.tg)

\*Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

Coût de l'appel : 20 FCFA.



Aide humanitaire

La CEDEAO lance un projet de 719 733 USD au Togo

Conformément à la Vision 2050 de la CEDEAO, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), par l'intermédiaire de sa Direction des affaires humanitaires et sociales, a alloué 719 733 dollars américains à la République togolaise pour venir en aide aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), aux demandeurs d'asile, aux rapatriés et aux communautés d'accueil.

● Wilson Lawson

Le projet d'aide humanitaire a été officiellement lancé le lundi 26 janvier 2026, lors d'une cérémonie symbolique à Lomé, où la représentante de la CEDEAO au Togo, l'ambassadrice Deweh Emily Gray, a remis officiellement un chèque à la commissaire KADJA Hodabalo-Pitemnèwèa, représentant le ministre de la Sécurité et de la Protection civile du Togo. La cérémonie a réaffirmé le ferme engagement de la CEDEAO en faveur de la solidarité, de la coopération régionale et de l'action humanitaire, conformément à la Vision 2050 – une CEDEAO du peuple, de la paix et de la prospérité pour tous, où les frontières ne limitent pas les opportunités et où chaque citoyen a voix au chapitre. Financée par la CEDEAO, l'intervention est mise en œuvre et coordonnée par l'Agence nationale de protection civile (ANPC) sous l'autorité du ministère de la Sécurité et de la Protection civile du Togo, avec le soutien technique du Programme alimentaire mondial (PAM). Le projet vise à soulager les souffrances des populations les plus vulnérables tout en atténuant l'impact des crises humanitaires.

Appui aux moyens de subsistance

L'initiative vise à renforcer les moyens de subsistance

Engagement de l'ANPC

Dans son discours de bienvenue, le directeur général de l'Agence nationale de protec-



et les capacités de production des personnes déplacées et des familles d'accueil, à améliorer l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et aux services d'assainissement, et à fournir une aide alimentaire et non alimentaire à 10 000 personnes vulnérables, notamment des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des membres des communautés d'accueil. S'exprimant au nom de la commissaire au développement humain et aux affaires sociales, le professeur Fatou Sow SARR, la directrice des affaires humanitaires et sociales de la CEDEAO, le Dr Sintiki Tarfa-Ugbe, a appelé à une responsabilité partagée dans le soutien aux populations touchées par les conflits, les crises, le changement climatique et d'autres catastrophes.

tion civile (ANPC), le lieutenant-colonel BAKA Yoma, a réaffirmé l'engagement de l'ANPC à mettre en œuvre le projet de manière transparente et efficace, conformément aux directives de la CEDEAO et aux normes du PAM. Il a souligné son importance stratégique pour renforcer la cohésion sociale dans les régions de Savanes et de Kara grâce à une aide humanitaire d'urgence et à des efforts durables de renforcement de la résilience. Au nom du gouvernement togolais, la commissaire KADJA Hodabalo-Pitemnèwèa a appelé toutes les parties prenantes à s'approprier pleinement le projet, soulignant qu'un tel engagement est essentiel à son succès et à sa durabilité. Elle a souligné que cette initiative reflète la détermination constante du gouvernement, aux côtés de ses partenaires, à ne laisser personne de côté tout en renforçant la stabilité et la cohésion sociale dans les communautés touchées.

Image du jour



● Dans Bassar, Doufelgou et Haho, les Groupes d'Épargne du programme YEWAII transforment la vie des jeunes, surtout des filles et des femmes. Elles apprennent à mieux gérer leur argent, à investir et à lancer leurs propres activités.

AUX DÉCIDEURS ...

A l'épreuve de la responsabilité africaine

Dans une région trop souvent meurtrie par les conflits armés, les crispations politiques et les tragédies humanitaires, chaque initiative de dialogue compte. Chaque main tendue pèse. Chaque pas vers la concertation mérite d'être observé avec attention. La récente mission diplomatique du Président du Conseil de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, au Rwanda et au Burundi s'inscrit précisément dans cette logique : celle d'une Afrique qui refuse la fatalité et assume pleinement la charge de ses propres défis sécuritaires.

En conduisant une délégation de facilitateurs de l'Union africaine à Kigali puis à Bujumbura, le médiateur désigné pour la crise des Grands Lacs a rappelé une vérité essentielle : la paix ne se décrète pas, elle se construit patiemment, par le dialogue, l'écoute et la responsabilité collective. À Kigali, les échanges avec le Président Paul Kagame, élargis au collège des facilitateurs africains, ont permis de revisiter les enjeux complexes qui continuent de fragiliser l'Est de la République démocratique du Congo, épicentre d'une crise aux ramifications régionales profondes. Au-delà des postures diplomatiques, ces discussions ont réaffirmé la nécessité d'une cohérence des initiatives et d'une convergence des efforts pour consolider les acquis déjà obtenus.

Au cœur de cette séquence diplomatique, un message fort a été porté par le Président du Conseil : l'Afrique ne peut plus se permettre de déléguer indéfiniment la résolution de ses crises. « Nous n'avons pas le droit d'abandonner », a-t-il martelé. Cette déclaration résonne comme un appel à la lucidité et à la responsabilité. Elle traduit une vision selon laquelle la solidarité continentale n'est pas un slogan, mais une exigence politique et morale. Certes, les partenaires internationaux – à l'image du Qatar ou des États-Unis – ont un rôle à jouer. Mais celui-ci doit s'inscrire dans une logique de complémentarité, et non de substitution à l'initiative africaine.

La visite à Bujumbura s'inscrit dans la même dynamique. En rencontrant le Président Évariste Ndayishimiye, Faure Gnassingbé a élargi le cercle du dialogue à un acteur central de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Le Burundi, par sa position géographique et son engagement dans la gestion des flux humanitaires, est un maillon essentiel de toute stratégie de stabilisation durable. Les échanges ont mis en lumière l'urgence d'une synergie d'action face à des menaces sécuritaires persistantes, dont les premières victimes restent les populations civiles.

Au-delà des symboles, cette mission illustre une diplomatie togolaise proactive, assumant un mandat continental avec constance. Depuis sa désignation comme médiateur de l'Union africaine en avril 2025, le Président du Conseil a multiplié les consultations, contribuant à des avancées notables, dont le rapprochement entre la RDC et le Rwanda et la signature d'accords de paix. La récente initiative consistant à dépêcher une délégation ministérielle à Kinshasa avant la rencontre de Bujumbura témoigne d'une méthode : écouter toutes les parties, évaluer les perceptions, anticiper les risques de rechute.

L'enjeu dépasse largement le cadre diplomatique. La paix dans les Grands Lacs conditionne le développement économique, la stabilité sociale et l'intégration régionale de toute une partie du continent. Elle est un préalable à la restauration de la confiance, à l'investissement et à l'espoir des populations. En ce sens, la médiation conduite par Faure Essozimna Gnassingbé rappelle que la paix n'est pas seulement l'absence de guerre, mais un processus exigeant, fondé sur la persévérance, le courage politique et la foi dans le dialogue.

À l'heure où les crises africaines sont souvent instrumentalisées ou éclipsées par d'autres priorités géopolitiques, cette mission dans les Grands Lacs envoie un signal clair : l'Afrique peut, et doit, rester maîtresse de son destin. La route vers une paix durable reste longue et semée d'obstacles, mais elle ne pourra être tracée que par des Africains convaincus que l'abandon n'est pas une option.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes

● Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)



Dr. Jean Koudjokoum TCHANGAI à propos du financement bancaire des PME au Togo

# Quand le banquier interprète le non-dit

Dans les pays en développement, l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) au financement bancaire demeure une problématique majeure. Ces difficultés s'expliquent en grande partie par de fortes asymétries d'information et par des contraintes structurelles qui caractérisent les relations entre les PME et les institutions financières. Dans ce contexte, analyser la décision de financement du point de vue des banquiers apparaît essentiel pour comprendre les conditions d'accès au crédit bancaire.

En s'appuyant sur l'ensemble des banques opérant au Togo, notre recherche examine, à partir de 22 entretiens menés auprès de cadres bancaires du pays, la décision de financement en matière de financement d'une PME ne disposant pas d'informations de qualité. En effet, dans ce contexte de forte asymétrie d'information, les banquiers doivent composer avec des données financières souvent jugées peu fiables, voire inexistantes. L'étude met donc en lumière les stratégies formelles ou informelles et relationnelles de reconstitution de l'information manquante par les banquiers ainsi que les critères subjectifs qu'ils mobilisent dans l'évaluation du risque de crédit et la prise de décision.

Elle révèle que des facteurs internes à la banque, tels que, les objectifs assignés aux acteurs décisionnels ou les relations interpersonnelles, ainsi que des éléments subjectifs liés au profil propre du dirigeant de la PME comme ses croyances, son style de vie, sa nationalité ou son engagement politique, peuvent constituer des éléments discriminants dans le processus de prise de décision dans ce contexte.

## Impacts de la recherche

Cette recherche propose une lecture renouvelée du financement bancaire de la PME, en se plaçant d'un point de vue peu étudié, celui de l'offre, c'est-à-dire du point de vue des banquiers décideurs de l'octroi de crédit. En privilégiant cette approche par l'offre, cette étude montre comment ces acteurs, qui



opèrent dans un contexte de forte asymétrie de l'information notamment l'opacité et l'insuffisance de la documentation financière propres à de nombreuses PME, arrivent à prendre leurs décisions de financement.

Les résultats de notre recherche révèlent que face à ces contraintes, les banquiers togolais recourent à des critères qualitatifs et atypiques notamment la qualité de la relation d'affaires, la réputation de l'entreprise ou encore l'attitude du dirigeant. Ces pratiques informelles s'éloignent des cadres classiques basés sur les données chiffrées des bilans. Les banquiers utilisent habituellement des ratios standardisés (e.g., fonds de roulement, besoin en fonds de roulement, soldes intermédiaires de gestion, capacité de remboursement, capacité d'autofinancement, etc.) pour apprécier la rentabilité, la trésorerie, la structure financière et évaluer le risque d'une demande de crédit. Les pratiques observées dans notre étude se distinguent par leur dimension subjective, essentielle pour comprendre la logique réelle d'octroi de crédit aux PME.

Sur le plan théorique, notre étude enrichit les travaux sur l'asymétrie d'information et la finance comportementale en contexte africain, en montrant comment le banquier confronté aux spécificités locales, adapte son approche décisionnelle au contexte en agissant comme un interprète du comportement et de l'environnement de la PME, dépassant ainsi le rôle traditionnel d'un pur analyste financier.

D'un point de vue managérial, l'impact est triple. Premièrement, (1) l'étude fournit aux établissements bancaires un cadre interprétatif permettant de formaliser des pratiques souvent implicites mais essentielles à l'analyse du risque en contexte de forte opacité informationnelle. Deuxièmement, (2) elle permet aux PME de mieux appréhender les attentes implicites des banquiers et d'adapter en conséquence leur posture afin de maximiser leurs chances d'accès au crédit. Enfin, (3) elle offre aux pouvoirs publics des leviers d'action concret pour améliorer l'accès au financement bancaire des PME : mise en place des mécanismes d'incitations et de contrainte encourageant les PME à répondre aux exigences de l'offre, réformes structurelles (fiscales, judiciaires, etc.) et professionnalisation accrue des organismes d'assistance en matière de gestion, de comp-

tabilité et de fiscalité. Elle invite également à la mise en place d'un véritable programme d'éducation financière et de renforcement des compétences des PME. Très concrètement, elle recommande également la labellisation des PME, la mise sur pied d'un indice de l'indicateur dirigeant PME inspiré de celui de la Banque de France ainsi que le soutien et la promotion des créations de sociétés d'assurance-crédit.

Fondements de la recherche

Dans cette recherche, l'on mobilise deux cadres théoriques complémentaires pour analyser et comprendre les pratiques décisionnelles des banquiers dans un environnement caractérisé par la forte asymétrie d'information. D'une part, la théorie de l'asymétrie d'information, à

travers les concepts d'aléa moral (Akerlof, 1970) et de sélection adverse (Stiglitz & Weiss, 1981), ont permis d'expliquer les réticences des banques à financer les PME, qui à leurs yeux sont plus risqué et opaque c'est-à-dire peu transparentes contrairement aux Grandes Entreprises. D'autre part, l'approche comportementale (Simon, 1947 ; Kahneman & Tversky, 1979 ; Shiller, 2003 ; Hirigoyen, 2008) qui postule que les décisions financières ne relèvent pas d'une pure rationalité, mais sont influencées par des biais cognitifs, émotionnels et sociaux (Honoré, 1998 ; Pompian & Wood, 2006 ; Péon & Calvo, 2010) permet de mieux comprendre le processus décisionnel dans ce contexte spécifique.

## Méthodologie

La recherche s'inscrit dans une démarche qualitative, de type inductif et adopte une posture constructiviste. L'enquête a été menée à partir de 22 entretiens semi-directifs réalisés auprès de cadres décisionnaires issus de l'ensemble du secteur bancaire togolais, chaque établissement de crédit ayant été représenté par au moins un répondant. L'analyse des données a été conduite selon la méthodologie Gioia (2013), qui permet de faire émerger les concepts à partir du discours des interviewés et de les structurer en dimensions théoriques. Cette approche a permis d'élaborer un modèle de prise de décision d'octroi de crédit en contexte de forte asymétrie d'information.

Dr. Jean Koudjokoum  
TCHANGAI

## Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr



## Produits pétroliers

### L'État togolais maintient le cap du subventionnement

**Face à l'instabilité des prix de l'énergie, le Togo maintient le subventionnement des produits pétroliers. Une politique assumée par l'État, conçue comme un amortisseur social pour préserver le pouvoir d'achat des ménages et soutenir la stabilité économique nationale.**

● **Joël Yanclo**

La nouvelle année s'ouvre sur un environnement énergétique mondial toujours incertain, caractérisé par la volatilité persistante des prix du pétrole. Face à cette situation, le Togo a fait le choix de la continuité plutôt que des effets d'annonce. Le subventionnement des produits pétroliers est maintenu, confirmant la volonté des pouvoirs publics de protéger les populations contre les répercussions directes de la hausse des coûts énergétiques. L'objectif est de préserver le pouvoir d'achat des ménages et garantir un minimum de stabilité au tissu productif national. En consentant des efforts budgétaires significatifs pour contenir les prix à la pompe, l'État limite l'impact immédiat sur le coût de la vie. Cette politique bénéficie directement aux secteurs clés de l'économie, notamment le transport, l'alimentation et les services, fortement dépendants de l'énergie. Pour les familles comme pour les entrepreneurs, nationaux ou étrangers, cette relative prévisibilité des prix constitue un facteur rassurant. Elle permet de mieux planifier les dépenses, de contenir l'inflation importée et de maintenir un climat économique plus serein, malgré un contexte international défavorable.



**Entre justice sociale et rigueur budgétaire**

Contrairement à certaines critiques, le subventionnement togolais n'est ni aveugle ni automatique. L'État ajuste ses mécanismes, anticipe les évolutions du marché et arbitre entre les priorités afin que l'effort consenti reste compatible avec les impératifs sociaux et les investissements structurants. Selon les prévisions budgétaires, le coût du subventionnement des produits pétroliers est estimé à 14,2 milliards de francs CFA en 2026. Cette enveloppe, destinée principalement à atténuer l'impact des prix des carburants sur les ménages les plus vulnérables, est en nette baisse par rapport à 2025, où les subventions avaient atteint 25 milliards de francs CFA. La réduction traduit une volonté de rationalisation des dépenses publiques, sans pour autant remettre en cause le filet de protection sociale. Elle témoigne d'un effort d'optimisation des ressources de l'État, dans un contexte où la maîtrise budgétaire demeure un enjeu majeur pour la stabilité économique à moyen et

long terme.

#### Politique à forte portée sociale

Au-delà des chiffres et des arbitrages financiers, la poursuite du subventionnement des produits pétroliers revêt une portée symbolique forte. Elle rappelle que l'action publique ne se limite pas à la régulation économique, mais qu'elle s'incarne aussi dans la protection des citoyens, en particulier les plus vulnérables. En maintenant ce dispositif à l'aube de la nouvelle année, le Togo réaffirme que la solidarité nationale n'est pas une variable d'ajustement conjoncturelle, mais un principe durable au cœur de son projet de développement. La constance dans l'action publique renforce la confiance des populations et des acteurs économiques, tout en illustrant une gouvernance qui cherche à concilier justice sociale, rigueur budgétaire et stabilité macroéconomique.

## Coopération interparlementaire

### Le Togo et la Turquie approfondissent leurs relations

**Le Togo et la Turquie renforcent leur coopération interparlementaire à travers un dialogue institutionnel soutenu. Cette dynamique s'est illustrée le jeudi 29 janvier à l'occasion d'échanges entre le Président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, et l'Ambassadrice de Turquie, Muteber Kiliç, au siège de la représentation nationale à Lomé.**

Au cours de cette rencontre, les discussions ont porté sur les voies et moyens de consolider et d'approfondir les relations entre les deux pays, en particulier dans le domaine interparlementaire. Les deux personnalités ont mis en avant l'importance du dialogue entre institutions législatives comme levier de renforcement des partenariats bilatéraux. « Le Togo et la Turquie entretiennent d'excellentes relations dans tous les domaines, qu'ils soient politiques, économiques ou culturels. Aujourd'hui, lors de nos échanges, nous avons pu dis-



cuter de la coopération interparlementaire et des moyens d'approfondir nos relations dans ce domaine, notamment à travers des visites interparlementaires et d'autres initiatives de collaboration », a indiqué la diplomate turque. Notons que Lomé et Ankara collaborent dans plusieurs domaines. Sur le plan diplomatique, plusieurs accords et protocoles d'entente ont ainsi été signés en 2020, ouvrant

la voie à des mécanismes de consultations politiques ou encore d'exemption de visa pour les détenteurs de passeport diplomatique. Au niveau économique et commercial, les fréquentes concertations entre les secteurs privés des deux pays, ont considérablement boosté le volume des échanges. En 2021, le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, effectuait sa première visite officielle au Togo, une étape historique au cours de laquelle les dirigeants des deux pays ont réaffirmé leur volonté commune de renforcer la coopération.

(Togo Officiel)

## Industrialisation et exportations

### Togo Apparels Source entre en production sur la PIA

**Le Togo a enregistré une nouvelle avancée dans sa stratégie d'industrialisation avec le démarrage officiel des activités de Togo Apparels Source (TAS) sur la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), le 28 janvier dernier.**

● **Hélène Martelot**

La mise en service des premières machines de production marque l'entrée en exploitation effective de cette unité spécialisée dans la confection textile, principalement tournée vers les marchés d'exportation. Implantée au cœur de la PIA, TAS s'inscrit dans une logique de développement des industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre. À terme, l'entreprise prévoit la création d'environ 1 500 emplois, contribuant ainsi à l'absorption de la main-d'œuvre locale et au renforcement de la base industrielle nationale. Au-delà de l'impact sur l'emploi, l'entrée en production de Togo Apparels Source participe à la transformation structurelle de l'économie togolaise, en consolidant la filière textile comme levier de diversification économique. L'entreprise vient renforcer un écosystème industriel déjà en place sur la PIA, confirmant la montée en puissance de la plateforme comme pôle de référence pour le textile et l'habillement. Pour les responsables de la PIA,



cette nouvelle implantation « illustre l'attractivité croissante de la plateforme auprès des investisseurs du secteur textile et renforce la dynamique d'industrialisation en cours au Togo ». La PIA ambitionne de se positionner comme un hub industriel régional, notamment dans les activités manufacturières orientées vers l'exportation. Lancée en 2021, la Plateforme industrielle d'Adétikopé occupe une place centrale dans la stratégie nationale d'attractivité industrielle. À fin juin 2024, elle revendiquait plus de 150

millions d'euros d'investissements cumulés, soit près de 100 milliards de FCFA, traduisant l'intérêt croissant des investisseurs pour le modèle industriel togolais. Au-delà des flux d'investissements, la PIA met également en avant sa contribution aux finances publiques. Entre 2021 et 2023, les activités industrielles hébergées sur le site ont généré environ 8,8 millions d'euros de recettes fiscales, équivalant à 5,7 milliards de FCFA, au profit du Trésor public, soulignant l'impact macroéconomique de la plateforme.

## Togo

### Sandra Ablamba Johnson distinguée pour son rôle dans les réformes de l'Etat

**La 8<sup>e</sup> édition de Togo Top Impact, dont l'apothéose s'est tenue le samedi 31 janvier 2026 à Lomé, a décerné son Grand Prix d'Excellence à Sandra Ablamba Johnson, ministre et secrétaire générale de la Présidence du Conseil. Cette distinction met en lumière un parcours étroitement lié à la structuration de l'action publique et à l'amélioration de la performance économique de l'État.**

À travers ce prix, le jury a salué l'apport stratégique de la ministre dans la coordination des politiques publiques, le pilotage de réformes transversales et le renforcement des mécanismes de gouvernance. Son action a contribué à une meilleure articulation entre les administrations, un facteur déterminant pour l'efficacité de la dépense publique, la lisibilité des politiques économiques et la mise en œuvre des réformes structurelles. Cette reconnaissance intervient dans un contexte où le Togo poursuit ses efforts de transformation économique et institutionnelle, notamment en matière de climat des affaires, de redevabilité et de coordination gouvernementale. Autant de leviers jugés essentiels pour renforcer l'attractivité du pays, stimuler l'investissement privé et améliorer la compétitivité de l'économie nationale. Economiste de formation, Sandra Ablamba Ahoéfavi Johnson est titulaire d'un doctorat en sciences économiques, d'un DESS obtenu à l'Université de



Lomé, ainsi que de diplômes spécialisés en programmation et politiques financières de l'Institut du Fonds monétaire international (FMI) à Washington et en économie de l'emploi à l'Académie du Bureau international du Travail (BIT) à Turin. Elle a débuté sa carrière au sein de l'administration togolaise, notamment aux ministères de l'Économie et des Finances, puis de la Planification du Développement et de la Coopération. Rejointe à la Présidence de la République en 2012 en qualité d'économiste senior, elle a ensuite occupé le poste de conseillère du Président de la République chargée de l'amélioration du climat des affaires.

A ce titre, elle a coordonné plusieurs réformes visant à renforcer l'environnement économique et à améliorer le positionnement du Togo dans les classements internationaux. Nommée ministre et secrétaire générale de la Présidence en septembre 2020, elle occupe depuis une place centrale dans le pilotage stratégique de l'action gouvernementale. Au total, l'édition 2026 de Togo Top Impact a distingué une vingtaine de personnalités et d'initiatives issues des secteurs public, privé et associatif. Le titre de Personnalité de l'Année a notamment été attribué à Alexandre de Souza, directeur général du Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF), pour son action en faveur du développement des activités économiques et événementielles. D'autres distinctions ont mis en avant le management, l'entrepreneuriat, l'innovation, la culture et l'action sociale, illustrant la diversité des leviers de création de valeur au Togo.





# STRAT.IN

Stratégie innovation Canada inc.

www.stratin-canada.com



## Apprenez à transformer durablement vos organisations grâce au numérique

### Pourquoi innover ?

Aujourd'hui, la digitalisation n'est plus une option. Les entreprises africaines qui sauront tirer parti du numérique auront une longueur d'avance dans la compétitivité, la productivité et l'innovation. Mais beaucoup d'entre elles se heurtent à des défis :

- Comment adapter les outils numériques aux réalités locales ?
- Comment impliquer les équipes dans la transformation ?
- Par où commencer lorsqu'on dispose de ressources limitées ?

STRAT.IN Canada propose une formation immersive de 3 jours pour comprendre, planifier et mettre en œuvre la transformation digitale de manière progressive et inclusive.

Une formation interactive et concrète, conçue pour les dirigeants, cadres et agents techniques souhaitant comprendre et appliquer les principes de la transformation digitale dans leur entreprise.

### Pourquoi participer ? Les objectifs pédagogiques

Au cours de cette formation, les participants apprendront à :

- Comprendre les enjeux et bénéfices de la digitalisation pour les PME africaines
- Cartographier les processus internes et identifier les axes d'automatisation
- Découvrir des outils numériques accessibles : CRM, gestion de stock, facturation, etc.
- S'initier à l'automatisation via des solutions low-code / no-code
- Présenter une solution numérique concrète à l'issue de la formation

### Journée spéciale – "Immersion Innovation Québec"

- Vivez une demi-journée d'immersion dans un incubateur technologique ou une entreprise innovante québécoise.
- Rencontrez des dirigeants nord-américains et échangez sur les meilleures pratiques de transformation numérique.
- Une occasion exceptionnelle de connecter les réalités africaines aux innovations nord-américaines.

### Déroulement de la formation

#### Jour 1 – Comprendre et planifier la transformation

- Les bases de la transformation digitale
- Diagnostic de maturité numérique
- Atelier de cartographie des processus

#### Jour 2 – Outils et solutions accessibles

- Découverte de solutions numériques adaptées aux PME africaines
- Initiation à l'automatisation low-code / no-code
- Études de cas africains

#### Jour 3 – Immersion et plan d'action

- Rencontre avec l'écosystème d'innovation québécois
- Élaboration d'un plan de transformation personnalisé
- Présentation finale des projets numériques

### Formule et certification

#### \* Attestation de Stratégie Innovation Canada inc.

Remise à la fin de la formation.

#### \* Kit de formation

Supports pédagogiques, outils numériques, et ressources post-formation.

#### \* Accompagnement post-formation

Pour les entreprises qui auront des projets définis lors de la formation.

### À propos de la formatrice

Dr. Asma Razgallah

Docteure en sciences et technologies de l'information | Conseillère principale en innovation | Experte en transformation numérique et intelligence artificielle

Avec plus de dix ans d'expérience en innovation technologique, formation professionnelle et accompagnement stratégique, Asma Razgallah est reconnue pour son approche à la fois humaine et pratique de la transformation digitale. Elle a mené plusieurs projets liés à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité et à la gestion de l'innovation au Québec et à l'international.

Elle anime régulièrement des formations, conférences et webinaires sur la transformation numérique, l'IA et la gestion de l'innovation à plusieurs organismes économiques régionaux.

Fondatrice de Stratégie Innovation Canada inc., Asma soutient les entreprises africaines et canadiennes dans leur transition numérique et leur intégration dans les écosystèmes d'innovation nord-américains.

Sa pédagogie repose sur la mise en pratique, la collaboration et la valorisation des ressources locales pour bâtir une innovation durable et inclusive.

### Informations pratiques

Dates : **9, 10 et 11 avril 2026**  
 Lieu : **Ville de Québec – Canada**  
 Prix : **2 353 € ou 1 541 201 FCFA**

**Les personnes nécessitant un visa pour le Canada peuvent confirmer leur inscription avec un acompte. Paiement en plusieurs tranches possible sur demande.**

**Contacts utiles**  
**Présidente - Fondatrice**  
**ASMA RAZGALLAH**

Email : admin@stratin-canada.com  
 Tel : **+1 418 490 2281**

**Coordinateur de formation**  
**LAURENT G-M MANOUABA**  
 Email : teemirlaurent@yahoo.fr  
 Tel : **+228 90 44 55 71**

LinkedIn : @strat-in



# STRAT.IN

Stratégie innovation Canada inc.

www.stratin-canada.com

admin@stratin-canada.com

Finance verte

1 million \$ au GCAM pour la transition climatique

Le Groupe de la Banque africaine de développement, à travers l'Initiative pour les banques vertes africaines et le Centre de coopération multilatérale pour le financement du développement, ont lancé, mercredi à Rabat, un programme d'assistance technique financé par un don d'un million de dollars au Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM).

● Junior Aredola

Avec ce lancement, le programme entre dans sa phase opérationnelle et contribuera à la mise en œuvre des Quatre points cardinaux du président du Groupe de la Banque, Dr Sidi Ould Tah : mobiliser les ressources financières de l'Afrique, réformer et consolider les institutions financières, tirer parti de la croissance démographique du continent et investir dans des infrastructures résilientes au climat tout en créant de la valeur. Cette opération a pour objectif de renforcer les capacités institutionnelles, opérationnelles et financières du GCAM afin de faciliter la mobilisation de capitaux concessionnels et privés, l'identification et la structuration de projets verts, leur financement ainsi que le suivi de leur impact climatique. « Ce partenariat entre le Groupe de la Banque africaine de développement et le Groupe Crédit Agricole du Maroc confirme la capacité des institutions africaines à jouer un rôle stratégique dans le financement de projets climatiques ambitieux, a souligné Achraf Tarsim, responsable du bureau pays du Groupe de la Banque africaine de développement au Maroc. Fort de réalisations structurantes à fort impact, le Maroc consolide son posi-



tionnement comme pays référence en matière de finance verte à l'échelle du continent. » En appui aux priorités marocaines en matière de transition écologique, cette initiative vise à positionner le Crédit Agricole du Maroc comme un acteur du financement climatique et du développement durable dans le Royaume. Le GCAM a salué cette collaboration structurante : « À travers cette initiative, le Groupe Crédit Agricole du Maroc consolide son leadership dans la finance verte et élargit progressivement son champ d'intervention au-delà de l'agriculture, de l'agro-industrie et du monde rural, afin d'accompagner également des investissements dans des secteurs structurants tels que les infrastructures résilientes et la connectivité, en appui à la transition climatique et au développement durable du Royaume », a déclaré Mustapha Chehhar, directeur général-adjoint du GCAM.

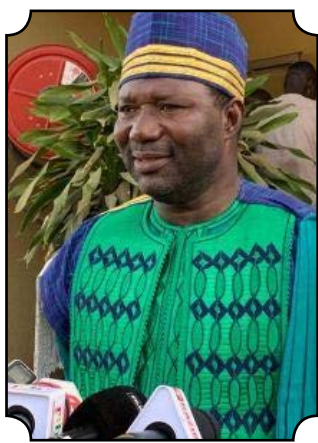
L'assistance technique du Groupe de la Banque africaine de développement ciblera des secteurs à fort impact, de l'agriculture durable au développement rural, en passant par la gestion de l'eau, les énergies propres, les infrastructures résilientes et la connectivité. Elle permettra également d'aligner les financements du GCAM sur les standards internationaux de la finance climatique. Le programme s'inscrit plus largement dans le cadre de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) du Maroc et renforce l'alignement des flux financiers nationaux avec les priorités climatiques du Royaume. Il ouvre également la voie à l'accès aux financements climatiques internationaux et à la mobilisation de capitaux privés pour des projets structurants capables de soutenir la transition écologique et le développement durable.

Burkina Faso

Antoine Béré installé à la tête de l'Université Joseph Ki-Zerbo

Alors que les retards dans les cursus universitaires pèsent sur l'insertion des jeunes et la compétitivité de la main-d'œuvre, la nomination d'un nouveau président à l'Université Joseph Ki-Zerbo marque un tournant dans la gouvernance de cet établissement, reconnu comme une référence de l'enseignement supérieur burkinabè.

Au Burkina Faso, le professeur Antoine Béré (photo) a été installé le mercredi 28 janvier comme président de l'Université Joseph Ki Zerbo (UJKZ), la plus grande université publique du pays. Cette passation symbolise la transition avec le professeur Jean-François Silas Kobiané et s'est déroulée sous la supervision des autorités académiques et gouvernementales. Le nouveau dirigeant reprend ainsi les rênes d'une institution stratégique à un moment clé de son évolution. Nommé en Conseil des ministres du 22 janvier 2026, il place son mandat sous le signe de la normalisation académique, un objectif central pour réta-



blir des calendriers réguliers et améliorer la qualité des filières. Cette mission répond à une demande persistante de stabilité des cursus, jugée cruciale pour l'employabilité des diplômés et la compétitivité du pays. Physicien spécialisé en sciences des

matériaux, environnement et développement durable, le professeur Béré possède un profil académique riche, avec plusieurs publications internationales dans des domaines comme l'énergie, les matériaux et l'environnement. Avant cette nomination, il dirigeait le Laboratoire de Physique et de Chimie de l'Environnement de l'université. Il a également exercé des fonctions de responsabilité à la tête du Conseil d'administration de l'École Polytechnique de Ouagadougou et comme directeur général de la Recherche et de l'Innovation au ministère de tutelle.

Avec Agence Ecofin

Afrique

Cassava et AXON vont déployer un réseau télécom virtuel

À l'occasion de la conférence Counder 2026 à Cape Town, Cassava Technologies et AXON Networks ont officialisé un partenariat stratégique visant à déployer la première plateforme d'Operator-as-a-Service (OaaS) en Afrique, fondée sur la virtualisation des réseaux et l'intelligence artificielle.

● Vivien Atakpabem

L'annonce a été faite lors de la conférence Counder 2026, tenue du 27 au 29 janvier à Cape Town, en Afrique du Sud. Le groupe panafricain Cassava Technologies, fondé par l'entrepreneur zimbabwéen Strive Masiyiwa, s'est associé à AXON Networks, acteur mondial reconnu dans le développement de plateformes intelligentes de gestion de réseaux. Ensemble, les deux partenaires ambitionnent de concevoir et de déployer ce qu'ils présentent comme la première plateforme d'Operator-as-a-Service (OaaS) sur le continent africain. Ce partenariat stratégique vise le co-développement, le déploiement et la gestion d'une plateforme de réseau virtuel de bout en bout, reposant sur une infrastructure logicielle avancée et pilotée par l'intelligence artificielle. Selon les dirigeants des deux entreprises, l'objectif est de « transformer les infrastructures physiques en systèmes programmables, autonomes et intelligents », capables de répondre en temps réel aux besoins des opérateurs télécoms. Contrairement aux modèles traditionnels fortement dépendants d'équipements matériels lourds, l'approche OaaS mise sur la virtualisation complète des réseaux. La plateforme permettra de convertir l'immense infrastructure de Cassava Tech-



nologies — plus de 110 000 kilomètres de fibres optiques terrestres et sous-marines, complétées par des capacités satellitaires et sans fil — en un réseau entièrement logiciel, flexible et évolutif. Cette architecture offrira aux opérateurs un accès simplifié à des services réseau dynamiques, ajustables en fonction de la demande et des contraintes opérationnelles.

Compétitivité et modernisation

La plateforme OaaS ambitionne de répondre à plusieurs défis structurels auxquels font face les opérateurs télécoms africains. Elle s'adresse aussi bien aux opérateurs traditionnels, aux fournisseurs d'accès à Internet qu'aux opérateurs de satellites à orbite basse (LEO), de plus en plus présents sur le continent. Grâce à l'automatisation et à l'intelligence artificielle, la solution promet une réduction significative des coûts d'exploitation, un meilleur contrôle des infrastructures et une capacité accrue de prévention des

pannes. En intégrant des outils avancés de surveillance et d'analyse prédictive, la plateforme devrait permettre une détection plus rapide des anomalies, une maintenance proactive et une optimisation continue des performances réseau. Elle constitue également un accélérateur stratégique pour la transition technologique, en facilitant le passage progressif des réseaux 4G vers la 5G, sans nécessiter des investissements matériels massifs. Au-delà des gains opérationnels, cette innovation pourrait transformer la manière dont les services télécoms sont conçus et fournis en Afrique. En rendant les réseaux plus agiles et programmables, l'OaaS ouvre la voie à de nouveaux modèles économiques, à une meilleure personnalisation des services et à une plus grande résilience des infrastructures numériques. Pour Cassava Technologies et AXON Networks, il s'agit aussi de positionner l'Afrique comme un terrain d'innovation de premier plan dans le domaine des télécommunications intelligentes.

Gabon-Sénégal

Christel Bories nommée DG par intérim du groupe français Eramet

Une bonne partie des opérations minières d'Eramet est concentrée en Afrique, précisément sur le manganèse au Gabon et les sables minéralisés au Sénégal. La société est aussi active sur le nickel en Indonésie, ainsi que sur une mine de lithium en Argentine.

Dans une note publiée dimanche 1er février, le groupe minier français Eramet a annoncé la fin de sa collaboration avec Paulo Castellari, directeur général depuis 2025. Pour assurer la transition, la présidente du conseil d'administration, Christel Bories (photo), a été nommée directrice générale par intérim, dans l'attente de la désignation d'un nouveau DG à l'issue d'un processus de sélection. «Le conseil d'administration d'Eramet, réuni dimanche 1er février, a décidé de mettre un terme au mandat de son directeur général, Paulo Castellari, en

raison de divergences avec ce dernier sur les modes de fonctionnement [...]. Le conseil d'administration a nommé ce jour sa présidente, Christel Bories, en qualité de directrice générale du groupe, pour une période intérimaire, le temps de mener un processus de désignation d'un nouveau directeur général», précise le communiqué. Si Eramet est resté discret sur les raisons du départ de Paulo Castellari, sa remplaçante a tenu à apporter des précisions. Lors d'une conférence téléphonique organisée à l'issue de la réunion, Christel Bories a indiqué qu'il s'agissait de «divergences dans les

méthodes de travail», et non d'une décision liée aux performances du groupe. Elle a par ailleurs assuré que la stratégie d'Eramet «reste inchangée», selon des propos rapportés par Reuters. Cette précision revêt une importance particulière au regard des réformes récemment engagées par le groupe sous la direction de son désormais ex-directeur général. En décembre, Eramet avait en effet annoncé un plan de redressement visant à améliorer ses performances, après avoir enregistré une baisse de 10 % de son chiffre d'affaires au troisième trimestre 2025.

Avec Agence Ecofin





BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 2 février 2026

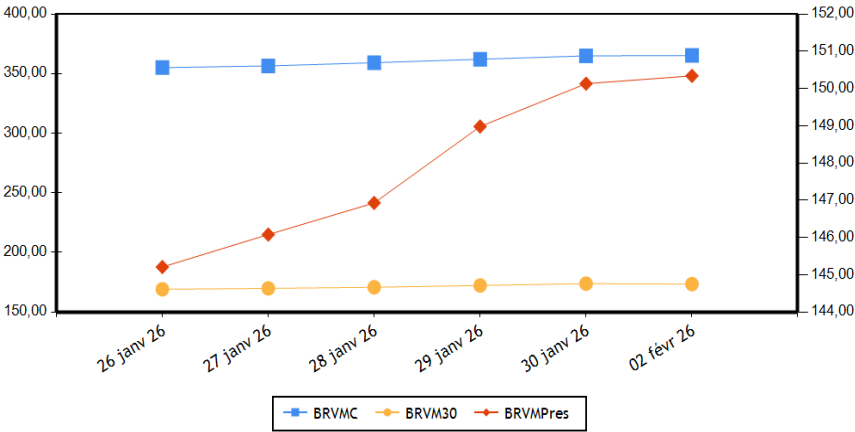
N° 22

BRVM COMPOSITE	365,18
Variation Jour	0,07 %
Variation annuelle	5,62 %

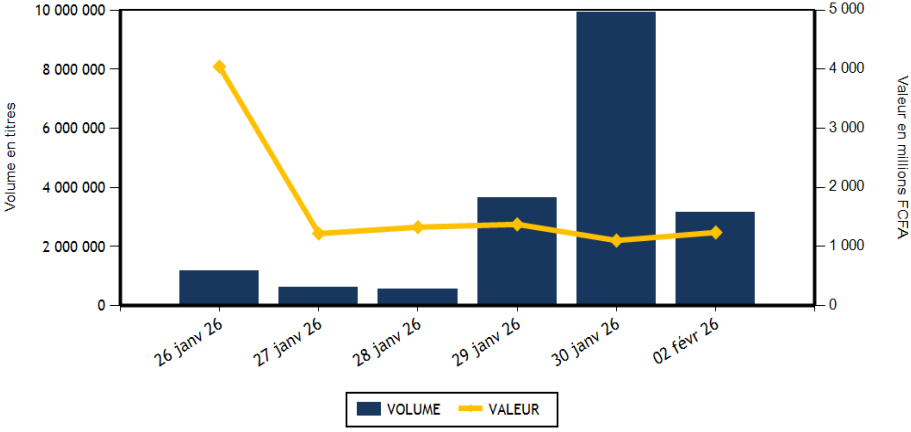
BRVM 30	173,46
Variation Jour	-0,22 %
Variation annuelle	4,34 %

BRVM PRESTIGE	150,34
Variation Jour	0,14 %
Variation annuelle	4,22 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	14 079 674 795 883	0,07 %
Volume échangé (Actions & Droits)	3 111 963	-68,59 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	938 115 070	-9,54 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	-4,35 %
Nombre de titres en baisse	20	33,33 %
Nombre de titres inchangés	5	-44,44 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 524 014 493 284	-0,07 %
Volume échangé	30 019	325,44 %
Valeur transigée (FCFA)	300 184 770	364,84 %
Nombre de titres transigés	3	-85,71 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 705	7,23 %	143,57 %
BERNABE CI (BNBC)	1 495	6,79 %	6,03 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 275	5,81 %	6,25 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	12 400	4,20 %	15,03 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	4 795	3,90 %	27,87 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	20 345	-7,48 %	2,86 %
SICOR CI (SICC)	3 525	-7,48 %	6,82 %
SAFCA CI (SAFC)	3 695	-6,22 %	11,80 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 050	-4,65 %	29,75 %
FILTISAC CI (FTSC)	2 100	-2,55 %	-5,41 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	150,34	0,14 %	4,22 %	28 752	290 164 265	11,14
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	236,54	0,08 %	8,68 %	3 083 211	647 950 805	14,56

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	140,62	0,07 %	5,62 %	3 111 963	938 115 070	12,42

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	97,32	-0,16 %	2,55 %	5 186	84 793 015	9,91
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	178,71	-0,17 %	3,29 %	17 815	34 383 130	64,83
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	156,69	0,61 %	7,42 %	3 003 071	484 862 025	10,35
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	230,85	-0,65 %	6,84 %	22 589	204 197 310	10,91
BRVM - INDUSTRIELS	6	161,02	0,81 %	21,68 %	48 442	87 078 125	15,59
BRVM - ENERGIE	4	118,38	-0,78 %	6,74 %	10 629	30 117 895	14,61
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	118,13	-0,24 %	11,55 %	4 231	12 683 570	14,63

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	12,42
Taux de rendement moyen du marché	7,28
Taux de rentabilité moyen du marché	8,62
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	182
Volume moyen annuel par séance	1 665 916,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 473 517 056,95

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	22,53
Ratio moyen de satisfaction	11,57
Ratio moyen de tendance	51,35
Ratio moyen de couverture	194,75
Taux de rotation moyen du marché	0,28
Prime de risque du marché	2,30
Nombre de SGI participantes	35

Finance

Les marchés asiatiques dans le rouge vif ce lundi

La Bourse de Séoul chute particulièrement, emportée par un mouvement de recul général des marchés asiatiques, des matières premières, sur fond de crainte de bulle IA.

Début de semaine compliqué pour les marchés en Asie. Tout particulièrement pour la Bourse de Séoul qui chute lourdement ce lundi, emportée par un mouvement de recul général des marchés asiatiques et des matières premières. Le tout, accentué par le retour des craintes sur une bulle IA. Vers 5h30, heure de Paris, l'indice KOSPI de la place sud-coréenne reculait de 5,6 % à 4 933,58 points, lesté par les poids lourds de la tech Samsung (-4 %) et SK hynix (-8 %). La décote touchait aussi d'autres places boursières en Asie. L'indice Nikkei de Tokyo lâchait 0,8 % à 52 913,23 points vers 4 h 55, heure de Paris Celui de Taïpei baissait de 1,9 %, Sydney lâchait 1,3 %, tandis que le hongkongais Hang Seng abandonnait 2,2 %. Et Jakarta chutait de 4,72 %. En outre, le yen continuait son recul face au dollar. Vers 04 heures (heure de Paris), le billet vert s'échangeait pour 154,98 yens.

Pétrole en chute

Les cours du pétrole s'effon-



draient aussi ce lundi matin en Asie, après la volonté exprimée par Donald Trump de trouver un accord avec l'Iran qu'il menace d'une intervention militaire. Le baril de WTI nord-américain perdait 4,22 % à 62,46 dollars vers 03 h 20 GMT, quand celui de Brent de la mer du Nord cédait 4,14 % à 66,45 dollars après les propos du président américain. Sur un autre versant, les métaux précieux, valeurs refuge recherchées en périodes de tumulte, ont vu leurs cours chuter. L'argent baissait à 76,78 dollars l'once vers 4 heures, heure de Paris, après avoir dévissé jusqu'à 12 % à l'ouverture. L'or reculait à 4 623,70 dollars l'once.

Bulle IA et Fed

Cette réaction des marchés asiatiques est imputable à deux facteurs. Déjà, les

craintes de bulle de l'IA, relancées la semaine dernière par l'annonce par Microsoft d'une forte hausse de ses investissements dans les infrastructures pour cette technologie. Pendant le week-end, le Wall Street Journal a aussi fait état de doutes sur la mise en application concrète du méga-accord d'investissement de Nvidia dans OpenAI. L'autre facteur est la désignation par le président américain Donald Trump du futur président de la Fed. Vendredi dernier, il a exprimé sa préférence pour Kevin Warsh, après la fin du mandat de l'actuel président Jerome Powell en mai prochain. Un choix qui doit encore être confirmé par le Sénat américain. Le choix de cet ancien gouverneur de l'institution a apaisé les craintes d'une perte d'indépendance de la Fed. Mais les opérateurs ont perçu ce candidat « comme moins accommodant (qu'espéré), suscitant des craintes d'un ralentissement du rythme des baisses », estime à l'AFP Keita Yamaguchi, analyste chez Monex.

(Avec AFP)

Lait infantile contaminé

Nestlé réfute les accusations «préjudiciables» de Foodwatch

Le géant suisse est visé par une plainte émanant d'une association de protection des consommateurs l'accusant d'avoir «tardé» à rappeler ses produits.

Nestlé, accusé d'avoir tardé à rappeler du lait infantile après avoir identifié la présence de toxine dans ses produits, a réfuté vendredi les accusations de l'association Foodwatch qui a porté plainte auprès du parquet de Paris aux côtés de huit familles. «Les allégations de Foodwatch, formulées sans aucun fondement factuel, exposent Nestlé à des soupçons inacceptables car infondés», a indiqué le groupe, dans une lettre ouverte à l'association publiée sur son site internet. «Si Foodwatch continue à diffuser des informations trompeuses ou fausses à ce sujet, Nestlé se réserve le droit de prendre toutes les actions nécessaires pour protéger ses intérêts», a-t-il ajouté.

«Atteinte à l'intégrité physique des nourrissons»

La plainte contre X, que l'AFP a pu consulter, vise une série de délits, dont la mise en danger et l'atteinte à l'intégrité physique des



nourrissons, la tromperie aggravée ou le manquement aux obligations de sécurité. Vendredi, le quotidien français «Le Monde» a indiqué que la présence d'une toxine dans des produits de Nestlé avait été identifiée dix jours avant les premiers rappels, dès la fin de novembre. Selon le journal, l'industriel a attendu une «analyse de risque de santé» avant d'informer les autorités néerlandaises, puis européennes, de la présence de céréulide dans ses laits infantiles produits aux Pays-Bas. Cette chronologie est reconnue par Nestlé qui évoque, dans un communiqué publié sur son site internet, de «très faibles niveaux» de toxine détectés fin novembre et rappelle l'absence «de réglementation fixant une limite maximale pour la céréulide». «Nous avons néanmoins agi rapidement

en retirant les produits ne répondant pas à nos exigences de qualité», ajoute le groupe.

«Il est faux de parler de rappel tardif»

«Les résultats reçus début décembre 2025 ont confirmé la présence d'infimes quantités de céréulide dans les produits toujours sous notre contrôle», c'est-à-dire pas encore distribués, établit-il. «Nous avons demandé à nos experts de faire une analyse de risque de santé – c'est-à-dire comprendre les symptômes et conséquences liés à la consommation de produits qui en contiennent pour la partager avec les autorités compétentes», a précisé une porte-parole à l'AFP. «Le 10 décembre 2025, nous avons informé les autorités aux Pays-Bas (où se situe l'usine) ainsi que celles de tous les pays potentiellement concernés ainsi que la Commission européenne, pour fournir nos analyses et notre évaluation du risque», retrace le groupe dans sa chronologie.

(afp)

L'ÉCO EN BREF

L'or et l'argent chutent à nouveau

Les métaux précieux ont poursuivi leur dégringolade lundi, une baisse accentuée par la liquidation d'anciennes positions spéculatives, les investisseurs ayant été rassurés sur l'indépendance de la Réserve fédérale (Fed) par la désignation

du candidat pressenti pour en prendre la tête. Vers 11H30 à Paris, l'or reflua de 4,33



% par rapport à sa clôture de vendredi, à 4.682,05 dollars l'once, après avoir perdu plus de 13 % depuis l'ouverture des échanges jeudi. L'argent chutait pour sa part de 4,92%, à 81,0026 dollars l'once. Il a perdu plus de 30% de sa valeur depuis jeudi matin.

Le Japon trouve des terres rares dans ses fonds marins

Le Japon a annoncé lundi que des sédiments contenant



des terres rares avaient été extraits à 6 000 mètres de profondeur lors d'une mission d'essai nipponne en mer, alors qu'il cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis de Pékin pour ces minerais stratégiques. «Les détails seront analysés, notamment la quantité exacte de terres

rares contenue» dans l'échantillon, a déclaré Kei Sato, un porte-parole du gouvernement. Il a qualifié la découverte d'«accomplissement significatif, tant en termes de sécurité économique que de développement maritime». ?

Mario Draghi appelle l'Europe à surmonter ses «vieilles divisions»

L'Europe doit surmonter ses «vieilles divisions» pour devenir une «véritable puissance», sous peine de rester «subordonnée» aux États-Unis et à la Chine, a averti lundi l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, lors d'une intervention à l'université de Louvain, en Belgique. «

Parmi tous les pays pris en étau entre les États-Unis et la Chine, seuls les Européens ont la possibilité de devenir



une véritable puissance», a ajouté l'auteur d'un rapport de référence sur l'économie de l'UE publié en 2024. «Nous devons donc choisir : resterons-nous un simple grand marché, soumis aux priorités des autres ? Ou prendrons-nous les mesures nécessaires pour devenir une seule et même puissance ? », a-t-il encore ajouté.

Une grève massive paralyse les transports en Allemagne

Les transports en commun sont en grande partie paralisés lundi en Allemagne, en raison de l'appel à la grève lancé par le syndicat des services ver.di pour réclamer des hausses de salaire et de meilleures conditions de travail. Partout dans le pays sauf en Basse-Saxe (nord-ouest),

métros, bus et tramways sont à l'arrêt dans les villes, tandis que les trains circulent. Au total, près de 100.000 salariés dans 150 entreprises de transport urbain et d'autobus



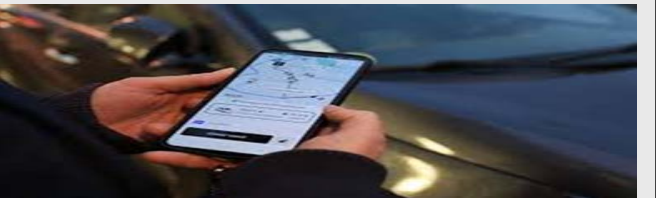
sont appelés à faire grève, selon ver.di. «Si nous ne faisons pas grève pour de meilleures conditions de travail, les emplois resteront aussi peu attractifs que nous l'avons constaté ces dernières années», a déclaré Andreas Schackert, responsable du secteur bus et trains chez ver.di, à la chaîne publique ZDF.

L'Urssaf accuse Uber de fraude et réclame 1,7 milliard d'euros

L'Urssaf réclame 1,7 milliard d'euros à Uber, estimant que la plateforme a maquillé la relation d'employeur à salariés la liant à ses chauffeurs en contrat d'entreprise pour échapper à ses obligations, selon la Revue21 lundi. Dans un document de 142 pages que des journalistes de Revue21 ont pu consul-

ter, le service de lutte contre le travail illégal de l'Urssaf Île-de-France s'appuie sur la situation des quelque 71 000 chauffeurs Uber ayant exercé entre 2019 et 2022

pour conclure qu'Uber «a maquillé sciemment une relation salariale en contrat d'entreprise pour échapper à ses obligations d'employeur».



(Sélection AFP et Reuters)



Promotion du tourisme

# Lancement d'Eductour 2026 Destination Aného

Le vendredi 30 janvier 2026 a été lancé à la salle Patrice Ayivi de la mairie d'Aného, la 2ème édition d'Eductour 2026. L'évènement rassemble une vingtaine de professionnels du secteur du tourisme mobilisés pour faire la promotion de la « Destination Aného ».

Valoriser le territoire d'Aného, promouvoir ses richesses culturelles, historiques, humaines et contribuer au rayonnement durable de la ville dans le respect de la biodiversité et de l'humain, tels sont là, les objectifs d'Eductour 2026 lancé ce vendredi 30 janvier 2026 à la mairie d'Aného. L'évènement qui est à sa 2ème édition après celui organisé en 2021, s'inscrit dans le cadre de la promotion et de la valorisation du patrimoine touristique de la Commune des Lacs 1. Il est organisé par La Maison du Tourisme de la commune des Lacs 1 en partenariat avec l'agence de voyage Miagbo Travel Events, et rassemble des acteurs du tourisme de l'évènementiel, des agences de communication d'influence, des hommes et femmes de médias, des créateurs



de contenus et des acteurs locaux. Cette rencontre est une opportunité privilégiée pour renforcer les synergies et la coopération entre les acteurs du secteur touristique tant au niveau local que national. Elle consiste à faire visiter durant trois jours, les différents sites emblématiques de la ville d'Aného à ces professionnels du secteur du tourisme. En retour, ces acteurs feront la promotion de la Destina-

tion Aného dans leurs offres touristiques auprès de leurs clients pour ceux qui ont des agences de voyage, ou sur leurs plateformes de réseaux sociaux pour ceux qui sont des créateurs de contenus. En lançant Eductour 2026 Destination Aného, le Maire de la Commune des Lacs 1, Me Alexis Coffi AQUEREBURU a dans son allocution fait un bref rappel de l'histoire de la ville, parler de ses richesses culturelles et traditionnelles. Il a dit comp-

ter sur ces professionnels du secteur du tourisme pour vendre la Destination Aného



et attirer les touristes vers la ville. Enfin, Me Alexis Coffi AQUEREBURU a laissé entendre que la mairie reste ouverte aux propositions et suggestions pour améliorer davantage l'offre touristique de la Commune. Mme Nadège GATONNOU, responsable de l'agence Miagbo Travel Events, a exprimé de son côté, sa gratitude à Monsieur le Maire pour la confiance placée en sa structure pour l'organisation de cet évènement. Elle a salué la vision, le leadership et le travail remarquable accompli par Monsieur le Maire qui a fait aujourd'hui de la



Commune des Lacs 1, une référence nationale en matière de structuration et de promotion touristique au Togo. Après la cérémonie de lancement, les participants ont entamé leur séjour dans la ville tricentenaire en se rendant sur des sites tels que la Maison du Tourisme, l'église Méthodisque Eben Ezer, le jardin municipal, les palais royaux de Lolan et de Nlessi ainsi qu'à la forêt urbaine. En dehors des visites des sites touristiques, il est aussi prévu à l'agenda de cet Eductour, des ateliers thématiques et des sessions B2B entre responsables d'agences de voyages, opérateurs et acteurs communautaires. L'activité prend fin dimanche avec la remise des attestations aux participants suivie de la cérémonie de clôture.

Cell. Com. Commune des Lacs 1

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Pluton en cet aspect promet à nombre d'entre vous une journée particulièrement faste sur le plan financier. Mais attention, tout de même : la Lune vous soufflera par moments des envies déraisonnables ou des idées de placements et d'investissements peu sûrs. Donc, même si Pluton vous protège, mieux vaudra rester prudent.

**Taureau** Les astres ne vous faisant pas de cadeau cette fois-ci, soyez très circonspect dans le choix des affaires à traiter. Ne vous jetez pas dans des trafics illicites ou des entreprises à la limite de la légalité. Toute entorse aux lois pourrait vous être préjudiciable à plus ou moins longue échéance. Sachez aussi qu'il y a des moments où votre instinct est capable de vous jouer de mauvais tours ; ne vous fiez pas trop à lui en ce moment !

**Gémeaux** Vous serez très pressé d'améliorer votre pouvoir d'achat. Pourtant, si vous voulez atteindre ce but, il ne faudra justement pas chercher à brûler les étapes. Sans quoi, vous deviendrez la proie rêvée des escrocs et des manipulateurs, qui vous promettent la fortune du jour au lendemain. En revanche, si vous réalisez un mélange de placements à moyen et à long terme, vous pourrez améliorer, plus lentement mais plus sûrement, votre situation matérielle.

**Cancer** Avec cet aspect de Saturne, vous bénéficierez d'une certaine chance sur le plan pécuniaire, mais rien de mirobolant. Si vous rêvez de vous acheter un bijou en diamant, par exemple, il serait plus raisonnable d'attendre un peu.

**Lion** Cette journée vous fournira l'occasion de faire des gains importants sur lesquels vous devrez sauter à pieds joints. Mais la difficulté majeure résidera moins dans un manque à gagner que dans un risque de dépenses excessives.

**Vierge** Cet aspect de Mars aura du bon, mais aussi du mauvais. Son impact positif, c'est qu'il vous motivera et vous poussera à vous donner du mal pour améliorer vos revenus. Mais attention au côté néfaste de son influence : Mars rend en effet impulsif et imprudent. Vous risquez donc de vous retrouver propriétaire d'une superbe chaîne hi-fi et d'un compte en banque effondré, sous prétexte que vous avez oublié de réfléchir !

**Balance** Les quatre planètes influençant actuellement votre secteur argent devraient vous donner un sacré coup de pouce, en vous aidant notamment à réagir vite et à prendre des risques rentables. Vous pourrez effectuer de juteuses opérations financières.

**Scorpion** Vous ne subirez dans le domaine financier aucun impact planétaire direct. Vous pourrez donc gérer votre équilibre budgétaire sans difficulté. Mais attention, quand les planètes se désintéressent ainsi de votre sort, il ne faut pas compter sur leur soutien pour gagner au Loto ou obtenir miraculeusement une prime quelconque. Si vous souhaitez améliorer votre statut, ce sera à vous d'agir et de vous donner le mal nécessaire.

**Sagittaire** Uranus continuera à apporter de la surprise dans vos revenus, pour votre plus grand bénéfice d'ailleurs. Le Soleil et Mercure, de leur côté, vous promettent habileté et lucidité dans les négociations de contrats, intelligence et flair dans vos placements. Bref, si vous faites confiance à votre instinct, ce sera le moment d'exploits financiers tous azimuts.

**Capricorne** En affaires, vous préférerez vous fier à votre instinct plutôt qu'à votre raisonnement. Ce sera un mauvais calcul : cette tactique ne vous réussira guère à cause de l'influence négative de Saturne. Alors, autant attendre un peu et ne vous attaquer aux choses sérieuses que lorsque vous serez sûr d'avoir retrouvé tout votre flair habituel. Dans tous les cas, il serait bon de prendre conseil.

**Verseau** Vous réfléchirez longuement avant d'opter pour tel ou tel mode de placement. Mais avant la fin de la journée vous pourrez vous lancer dans une opération financière de grande envergure, engageant d'importants capitaux. Le climat astral vous secondera.

**Poisson** Vous serez bien soutenu par les astres en ce qui concerne vos sous. Vous pourrez donner libre cours à votre nature audacieuse et faire fi des placements de père de famille ! Si vous êtes bien conseillé, vous serez en mesure de faire fructifier vos bien matériels de façon spectaculaire

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



# POURQUOI APPRECIE T-ON MIEUX LES CHOSES LORSQU-ON LES PERD?

**V**oici une situation que la plupart d'entre nous ont déjà vécu. Je ne sais pas comment cela se fait, mais c'est toujours lorsque nous perdons une personne (mort ou séparation), une chose, un emploi, un bien...qu'on semble retrouver une sorte de lucidité d'esprit qui nous montre l'importance de ce qu'on vient de perdre. Quand je réfléchis à la question, je me rends compte qu'à un moment donné, nous considérons les choses comme des acquis, des évidences et des droits que nous avons ou que nous possédons sur les choses ou sur les personnes. Prenons l'exemple de l'air que nous respirons tous. Depuis notre naissance jusqu'à ce moment, à part les moments de curiosité de l'enfance, beaucoup d'entre nous ne se demandent pas comment il se fait que l'air, que nous respirons, soit gratuit et qu'on n'ait pas à le renouveler ou à payer une facture pour cela. Où que nous soyons, nous disposons toujours de l'air. Lors de nos voyages, nous ne stockons pas de l'air en réserve dans nos valises pour consommation là où on se rend. Ce qui fait que finalement nous ne portons même plus de l'attention à cet élément qui nous est si vital, jusqu'au jour où une maladie dont la guérison nécessite un appareil respiratoire, nous met à l'évidence de la préciosité de l'air et de l'oxygène qu'il contient. Il est des gens dont la survie quotidienne dépend des bouteilles d'oxygène. Et lorsque ceux-ci voient les autres jouir de la pleine santé sans se soucier de l'importance de la gratuité de l'air qu'ils respirent, ils diront sans doute : **SI SEULEMENT ILS SAVAIENT LA CHANCE QU'ILS ONT.**

Il y a pleins d'autres cas de figures. Nous n'imaginons pas toujours le nombre phénoménal de personnes, qui sont assistés pour les besoins naturels vitaux, que vous et moi faisons sans problème chaque jour. Quand le matin vous arrivez à faire toutes vos besoins sans aucuns problèmes, vous n'imaginez pas la quantité phénoménale de gens dans le monde qui doivent être assisté pour cela. Manger tout ce que l'on veut sans interdits, ni difficultés, est une grâce absolue.

Quand vous êtes en relation ou en couple et qu'à un moment donné, vous créez des habitudes et des automatismes avec votre partenaire, vous finissez par vous retrouver dans une sorte de routine ou de reflexes inconscients qui fait que les choses deviennent évidentes et naturelles pour vous. Si vous êtes l'homme, vous vous habituez à trouver votre petit-déjeuner sur la table les matins et les soirs vous y trouver votre dîner au retour du travail. Du retour de boulot, il y a toujours quelqu'un qui passe derrière vous pour ranger les chaussures, les habits, les chaussettes, bref tous les désordres que vous laissez derrière vous. Les linges vont régulièrement au pressing, les enfants sont bien entretenus, nourris et on veille à leur santé. Souvent vous ne savez pas le temps et l'énergie que nécessite cette logistique de tous les jours.

Si vous êtes la femme, en général il y a quelqu'un qui s'occupe des charges de la famille, des factures à régler, de la scolarité des



enfants, et de mettre la famille en sécurité, de la construction de la maison, et dans certains cas, il peut aussi s'occuper de vos parents et s'assurera que vous ayez une vie décente. Dans le cas où vous travaillez, cela ne dédouane pas pour autant votre partenaire ou mari de s'occuper des besoins de la maison et de la famille.

A un moment donné, tout cela paraît évident pour nous. C'est normal que l'homme s'occupe des charges de la famille, c'est normal que la femme s'occupe de la maison, jusqu'au jour où pour diverses raisons survient une séparation ou un divorce. C'est là qu'on se rend compte finalement qu'on était devenu dépendant l'un de l'autre et que les choses qu'on considérait comme acquis ne l'étaient pas pour autant et qu'on pouvait les perdre aisément. C'est en ce moment qu'on essaie de reconquérir ou de réparer encore les choses. Un autre exemple une personne qui travaille dans une entreprise. Après sa période d'essai, elle finit par décrocher un contrat à durée indéterminée avec tous les avantages y afférents. Naturellement cette personne monte en compétence et en grade au fur et à mesure de sa carrière. A un moment donné, qu'est ce qui se passera ? Les choses deviendront une sorte d'évidence pour elle. Elle va considérer qu'au regard des résultats qu'elle produit dans l'entreprise, de son ancienneté et de ses liens avec les dirigeants, elle est protégée de tout. Cette personne va arrêter d'apprendre de nouvelles choses, elle ne sera plus très enthousiaste à prendre de plus grands risques, elle sera de plus en réfractaire aux changements même si ceux-ci semblent inéluctables et inévitables, jusqu'au jour où un évènement inattendu se produise et qu'elle perde son boulot.

Après donc avoir perdu les choses, les personnes, les biens, bref tout ce que nous considérons comme évidente et acquis, nous nous mettons dans une posture de reconquête et de reconstruction. Mais ce n'est pas dans tous les cas que nous arrivons à

reconquérir ou reconstruire. Certaines choses, biens ou personnes se perdent pour toujours. Mais la nature dans sa générosité donne souvent une deuxième chance. Franchement pourquoi attendre de perdre des choses, une personne ou encore un boulot avant de prendre conscience de la chance qu'on avait ? Si vous ne voulez pas tomber dans ce piège, faites ceci :

- Rendez grâce constamment pour tous les bienfaits dont vous jouissez actuellement : santé, famille, couple, travail, maison, enfants...
- Témoignez de la reconnaissance envers la nature, ce en quoi vous croyez ainsi qu'envers les choses, les personnes et les biens qui sont dans votre vie et dont vous tirez profit.
- Faites en sorte de rendre également la pareille à la nature et aux gens qui sont dans votre vie.

Sachez que rien n'est acquis, ne pensez pas que vous un droit exclusif sur quoi que ce soit ou sur qui que ce soit. Que vous soyez dans un contrat de mariage ou un contrat de travail, ce n'est pas une fin en soi. La volatilité, l'incertitude, la complexité et le caractère aléatoire de la vie aujourd'hui demande une appréciation et une jouissance quotidienne de tous ce que la vie nous offre.

Plus vous êtes reconnaissants et témoignez votre gratitude, plus les avantages et les biens dont vous jouissez, continueront de demeurer dans votre vie et se multiplieront encore plus.

**Que la paix soit avec vous !**

**GANDONOU S. Marcellin**  
**CEO SENAKPON GROUP**  
*m.gandonou@senakpon.com*  
*Consultant – Auteur – Coach – Conférencier international.*



## Décentralisation et finances locales

# Un programme franco-togolais pour renforcer la gouvernance territoriale

**Le Togo a officiellement lancé, le 29 janvier 2026 à Sokodé, dans la Région Centrale, un programme d'appui à la régionalisation et au renforcement de la gouvernance locale, dans un contexte de montée en puissance du processus de décentralisation et de recherche d'une plus grande efficacité économique au niveau territorial.**

Prévu pour la période 2025-2027, ce dispositif vise à consolider les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs régionaux et communaux, avec pour objectif d'améliorer la planification du développement local, la gestion des finances publiques territoriales et la mobilisation des ressources endogènes. Autant de leviers jugés essentiels pour soutenir la croissance locale et réduire la dépendance des collectivités aux transferts de l'État. Porté en partenariat avec la Faïtière des communes du Togo (FCT), le programme s'inscrit dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Centrale et la Région Grand Est (France). Il bénéficie d'un financement du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et est mis en œuvre par GES-COD-Togo. L'atelier de lancement a permis de présenter les orientations stratégiques,



les actions prioritaires et les résultats attendus, tout en clarifiant les rôles respectifs des collectivités territoriales et des partenaires techniques. Les échanges ont également porté sur l'alignement des interventions avec les priorités locales, la coordination entre le conseil régional et les communes, ainsi que sur le calendrier de déploiement des activités. Sur le plan économique, le programme ambitionne de renforcer la planification territoriale, d'améliorer la gestion budgétaire et financière des collectivités et de stimuler la

mobilisation des ressources locales, notamment fiscales. À cet égard, l'expérience de la commune de Lacs 1, en matière de digitalisation des recettes fiscales, a été présentée comme une bonne pratique susceptible d'être répliquée dans d'autres collectivités. A terme, cette initiative devrait contribuer à une meilleure gouvernance économique locale, à une optimisation de la dépense publique territoriale et à la création d'un environnement plus favorable à l'investissement et au développement économique dans les régions.

## Santé de la reproduction et planification familiale

# Des jeunes des cinq régions du Togo outillés

**Des jeunes des cinq régions du Togo ont été outillés en matière de promotion des droits en santé de la reproduction et en planification familiale, au cours d'un forum tenu, le samedi 31 janvier à Agoè-Nyivé.**

Le forum est à l'actif du ministère de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances. Il a bénéficié de la collaboration du Cadre national de concertation multisectoriels des acteurs jeunes intervenant dans la Santé de la reproduction et la planification familiale (CNCM-AJSR) à travers la division de la santé maternelle, infantile et de la planification familiale. L'objectif est d'augmenter la disponibilité de services de Santé sexuelle et reproductive (SSR) de qualité dans les établissements de soins primaires, de partager l'état des lieux sur l'accès à l'information et aux services de SSR dans les régions du Togo auprès des jeunes. Il s'agit aussi de proposer des solutions innovantes pour surmonter les différents défis en offrant des services de SSR équitables. Les participants ont suivi des présentations de la division de la santé des adolescents et des jeunes. Ils ont pris connaissance des résultats des consulta-



tions régionales et écouté des témoignages des filles et femmes survivantes de Violences basées sur le genre (VBG) et des grossesses précoces. Les jeunes ont, en outre, défini une vision commune pour l'an 2026 et élaboré une feuille de route commune aux Organisations de la société civile (OSC) jeunes alliant plaidoyer et activités stratégiques pour un changement systématique. La coordinatrice du CNCM-AJSR, Dr Essilivi Dorcas a souligné que la jeunesse se retrouve aujourd'hui en proie à des handicaps liés à une sexualité irresponsable, à des avortements clandestins, contractant chaque année des infections sexuellement transmissibles (IST). D'après

elle, les conséquences liées à ces pratiques ont contraint les acteurs impliqués dans la SSR à faire l'état des lieux et à trouver des solutions aux défis principaux. Dr Essilivi a fait savoir que des actions prioritaires sont identifiées afin que l'accès des adolescents et jeunes aux services de santé sexuelle et reproductive soit chose facile. La représentante de la directrice de la DMSI/PF, Mme Balfama Bahabéna a signifié que le gouvernement togolais à travers son ministère en charge de la Santé œuvre afin de renforcer l'offre des services conviviaux en santé de la reproduction aux adolescents et aux jeunes du Togo.

*Avec ATOP/ASA/BBG/KYA*

## Vogan

# L'EPC Attissogbé bénéficie du 9<sup>e</sup> geste social du Lions club Lomé-Sika

**Le gouverneur du district 403 A2 du Lions club international, Michel Boua, en visite de travail au Togo, a assisté, le vendredi 30 janvier, à l'Ecole primaire catholique (EPC) d'Attissogbé, à 8 Km de Vogan, au 9<sup>e</sup> geste social du Lions club Lomé-Sika, à l'intention des élèves.**

L'EPC d'Attissogbé, menacée de fermeture de ses portes pour cause de difficultés de financement par le clergé, a bénéficié du soutien du Lions club Lomé-Sika, peiné par cette situation qui obligerait les élèves à quitter cette école et parcourir des kilomètres pour se rendre à une école publique pour sa gratuité. Ainsi, les Lions club Lomé-Sika en partenariat avec d'autres Lions ont mené une œuvre sociale en payant les frais scolaires des élèves de cet établissement confessionnel. Cette action permettra d'alléger la tâche financière au clergé, de dispenser les parents des soucis financiers et réduire la distance aux apprenants. Outre le paiement des frais scolaires des élèves, les Lions ont fait don de vivres et non vivres. Les vivres sont constitués de sacs de riz, de pâtes alimentaires (spaghetti) et des biscuits. Les non-vivres sont quant à eux composés de brouettes, de râtaux et des pelles, destinés à accompagner deux groupes de femmes qui s'occupent de la protection de l'environnement dans le village. Le secrétaire général de la préfecture de Vo, Akakpo Ahomadégbé, a remercié le Lions club pour ce geste qu'il qualifie de « sans Frontière » car estime-t-il, ce don a été possible grâce aux Lions club partenaires de la Côte d'Ivoire et de Cotonou. « Si chacun pou-



vait rester dans sa chambre et penser aux autres, on aura beaucoup de Lions. Le rôle et la mission des parents est de protéger leurs enfants, les accompagner dans leurs études pour qu'ils réussissent à la fin de l'année. Ils doivent aussi porter les Lions dans leurs prières quotidiennes, afin qu'ils fassent davantage d'œuvres à l'endroit de leurs enfants. On ne naît pas Lions, on le devient en travaillant. Vous êtes des élèves, mais déjà des Lionceaux, en pensant comme des Lions. Un lionceau n'est pas là pour manger, mais pour apprendre à chasser, puisque vous êtes appelés à travailler pour aider d'autres personnes », a précisé le secrétaire général. « Je suis un gouverneur heureux par ce qu'au niveau de Lions club, notre but c'est de servir la communauté. Je suis heureux parce que dans notre programme international, nous avons la jeunesse, la faim, l'environnement et ce sont des causes pour lesquelles les Lions se battent.

Tout cela promet un lendemain meilleur et c'est ce qui est important », a déclaré le gouverneur 403 A2, M. Boua, membre de Lions club Armonie de la Côte d'Ivoire, Le Lion Alognon François, coordonnateur de l'œuvre à Attissogbé, a indiqué que les doléances formulées par les élèves à leur endroit, notamment la dotation de l'école des lampadaires solaires, des outils pédagogiques et le matériel sportif, auront un écho favorable. « Nous n'avons pas la prétention de résoudre tous les problèmes, mais nous allons voir dans quelle mesure nous allons pouvoir aider, afin d'améliorer les conditions de travail de ces élèves », a affirmé le coordonnateur. Cette neuvième œuvre du Lions club Lomé Sika a été possible grâce, au partenariat des Lions club Lomé Kékeli, avec le soutien des Lions club Lomé Élite, Alafia, Armonie (de la Côte d'Ivoire), et Cotonou Solidarité.

*Avec ATOP/AR/BA/KYA*

## SPL

# Cristiano Ronaldo ne veut plus jouer pour Al Nassr !

**Selon la presse portugaise, Cristiano Ronaldo refuse de jouer pour Al Nassr. En effet, le Portugais s'insurge contre la gestion du club par le PIF et menace de faire sentir son mécontentement sur le terrain.**

Cristiano Ronaldo a pris une décision forte en choisissant de ne pas disputer le prochain match d'Al Nassr face à Al Riyadh, prévu ce lundi dans le cadre de la 20<sup>e</sup> journée de la Saudi Pro League. Contrairement aux premières informations relayées par la presse saoudienne, cette absence annoncée n'est aucunement liée à une gestion physique ou à une stratégie de préservation en vue du choc contre Al Itihad, programmé pour le 6 février. Selon des informations recueillies par A Bola auprès d'une source



interne du club, le malaise du capitaine portugais est bien plus profond et relève de son mécontentement croissant à l'égard de la gestion sportive et institutionnelle d'Al Nassr par le PIF, le Fonds d'investissement public d'Arabie saoudite, qui contrôle également plusieurs clubs rivaux du championnat. Présent au

club depuis trois saisons et figure emblématique du projet saoudien, Cristiano Ronaldo estime que son équipe est clairement désavantagée par rapport à d'autres formations sous la même tutelle financière. Le quintuple Ballon d'Or déplore notamment un manque d'investissement et une politique sportive qu'il juge insuffisamment ambitieuse. Cette frustration est renforcée par le mercato hivernal très discret d'Al Nassr, marqué par une seule arrivée, celle du jeune milieu irakien Haydeer Abdulkareem, âgé de 21 ans.

*Avec footmercato.net*



LE RENDEZ-VOUS ANNUEL DES ACTEURS  
DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL



LADILI  
CONSULTING

# FINANCE D'IBVTE

